

La réussite ne progresse pas chez les étudiants

Université : 60% de taux d'échec en première année

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3921 - Ven.15-Sam.16 juillet 2016 - Prix : 10 DA

Le chef de la police judiciaire de la wilaya l'a déclaré

«Il n'y a pas d'insécurité à Tizi-Ouzou»

Page 4



Il fustige ceux qui «veulent nuire à la stabilité» de l'Algérie Sellal se veut rassurant sur la gestion de la crise financière

Page 3

Le loup solitaire de Nice

Par Mohamed Habili

Disposant toujours de l'initiative, ayant le choix de l'heure, du moment et des moyens, le terrorisme arrive quasiment toujours à prendre au dépourvu les forces engagées dans la lutte contre lui, pour commettre ses forfaits, dont la réussite en annonce d'autres, mais tout différents des premiers. La France craignait un attentat pendant l'Euro, mais c'est le soir du 14 Juillet qu'elle a été frappée, et selon un mode opératoire impossible à prévoir. Avec ce genre d'ennemi, on n'est jamais prêt pour le coup suivant, mais seulement pour le coup d'avant. Si bien que quand l'attentat s'est produit, la surprise reste telle qu'on se demande si c'est bien lui qui vient de frapper. C'est ainsi que plusieurs heures après que le camion de Nice eut foncé sur la foule rassemblée pour une festivité clôturant localement la célébration de la fête nationale française, les médias en étaient encore à parler au conditionnel quant à la nature de l'événement meurtrier. Aucune déclaration officielle ne venait confirmer ou infirmer le soupçon qu'il s'agissait bien d'un acte terroriste. Le président français lui-même n'a pas été catégorique à cet égard, même si son intervention privilégiait cette éventualité. Il a fallu attendre qu'une source anonyme proche du cercle des enquêteurs révèle que le camion, dont le conducteur avait été abattu, contenait des armes et des grenades, pour que la thèse de l'acte terroriste prévale enfin. En revanche, passé ce premier moment de stupeur, l'enquête avance généralement vite.

Suite en page 3

Au moins 84 morts dans une attaque terroriste à Nice

Un 14-Juillet sanglant en France



De nouveau, le terrorisme frappe la France. Jeudi soir à Nice, un camion a foncé à vive allure sur une foule venue assister, sur la Promenade des Anglais, au traditionnel feu d'artifice du 14-Juillet. Le bilan de l'attentat est très lourd, le parquet de Nice annonce provisoirement 84 morts et une centaine de blessés et pourrait s'aggraver dans les prochaines heures.

Page 2

Hamid Grine :

«L'Etat n'a pas l'intention de fermer le groupe «El Khabar»

Page 3

Nouvel album de l'artiste Meryem Benallal

Un hommage rendu à Cheikh Redouane Bensari

Page 13

Au moins 84 morts dans une attaque terroriste à Nice

Un 14-Juillet sanglant en France

■ De nouveau, le terrorisme frappe la France. Jeudi soir à Nice, un camion a foncé à vive allure sur une foule venue assister, sur la Promenade des Anglais, au traditionnel feu d'artifice du 14-Juillet. Le bilan de l'attentat est très lourd, le parquet de Nice annonce provisoirement 84 morts et une centaine de blessés et pourrait s'aggraver dans les prochaines heures.

Par Meriem Benchaouia

Les Français n'oublieront pas le 14-Juillet 2016, journée de fête nationale, endeuillés par un carnage jeudi soir à Nice (sud) tuant au moins 84 personnes, quelques heures après la réaffirmation du président François Hollande que la France allait «mieux». Quatre jours après la fin sans incident de l'Euro 2016 et douze jours avant la levée de l'état d'urgence, la France est frappée encore une fois à Nice, ville balnéaire en pleine saison estivale, par un attentat meurtrier au moment où les autorités ne cessaient de répéter que la menace terroriste est toujours là. Alors qu'à Paris, elles ont prévu toutes les dispositions sécuritaires pour le déroulement du défilé du 14 juillet et la cérémonie des feux d'artifice dans la soirée, avec la mobilisation de 3 000 policiers supplémentaires, la Promenade des Anglais de Nice a été surprise jeudi soir par un homme au volant d'un camion qui a fendu sur la foule, composée notamment de nombreuses familles, pour commettre un carnage. D'après les autorités locales, le camionneur assassin, un Français d'origine tunisienne de 31 ans, connu pour des faits de droit commun, a été abattu par la police après d'avoir fait feu plusieurs fois. France Info a eu accès à de nouvelles informations sur le profil de l'homme qui conduisait le camion meurtrier. Mohamed Lahouaiej Bouhlel était originaire de Msaken, dans la banlieue de Sousse en Tunisie. Chauffeur-livreur titulaire du permis de conduire depuis peu, il était sous contrôle judiciaire depuis 15 jours, après avoir percuté des voitures avec sa camionnette de travail, probablement parce qu'il s'était endormi au volant.

Aucune revendication de ce carnage n'a été faite pour l'instant

Le dernier bilan publié hier matin faisait état de 84 morts et plus d'une soixantaine de blessés, dont 18 se trouvaient dans une «urgence absolue». En pleine période de congés et de fête, l'attaque meurtrière plonge les Français dans une ambiance très lourde et leur inquiétude était visible hier matin dans les transports en commun. Elle confirme que les alertes des autorités sécuritaires du pays avertissant que la menace est toujours très élevée en France, en raison de son intervention en Syrie pour éliminer les membres du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI). Vendredi très tôt, le président français a affirmé que «cette attaque, dont le caractère terroriste ne peut être nié, est encore une fois d'une violence absolue»,



promettant de «tout faire» pour pouvoir «lutter contre le fléau du terrorisme». A cet effet, François Hollande a annoncé plusieurs mesures pour rehausser encore le niveau de protection, dont le maintien à un «haut niveau» l'opération Sentinelle, qui permet de mobiliser 10 000 militaires en plus des gendarmes et policiers, l'appel à la réserve opérationnelle, tous ceux qui à un moment ont été sous les drapeaux ou dans les effectifs de la gendarmerie, pour venir soulager les effectifs de policiers et de gendarmes, et un projet de loi, d'ici à la semaine prochaine, pour prolonger la durée de l'état d'urgence. Le président a décrété un deuil national de trois jours à compter d'aujourd'hui et les drapeaux étaient mis en berne dans les édifices publics dès hier.

Bouteflika exprime sa profonde indignation

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a exprimé hier sa «profonde indignation» suite à l'attaque terroriste commise à Nice, en précisant dans un message à son homologue français, François Hollande, que «l'Algérie condamne énergiquement cet acte barbare». «C'est avec une profonde indignation que j'ai appris l'horrible attentat terroriste qui vient d'endeuiller la France à Nice, faisant des dizaines de morts et de nombreux blessés», a écrit le Président Bouteflika dans son message. «L'Algérie condamne énergiquement cet acte barbare. Elle réitère sa conviction que le terrorisme qui n'a ni nationalité ni religion et qui ne reconnaît aucune frontière, interpelle toute la communauté

internationale pour faire front face à ce fléau, avec une solidarité plus effective et sous l'égide des Nations unies», a précisé le chef de l'Etat. «En cette tragique circonstance, je vous exprime au nom du peuple algérien, de son gouvernement et en mon nom propre, nos plus sincères condoléances à vous-même, au peuple français et aux familles des victimes, et vous assure aussi de la solidarité de l'Algérie avec la France amie», a ajouté le président de la République qui a assuré M. Hollande de son soutien devant cette épreuve.

Le monde solidaire avec la France

Au lendemain d'une nouvelle attaque terroriste meurtrière en France, sur la mondialement réputée Promenade des Anglais à Nice, bondée un soir de 14-Juillet, le monde montre sa solidarité.

Le président américain, Barack Obama, a fermement condamné «ce qui semble être une horrible attaque terroriste» à Nice. «Nous sommes solidaires de la France, notre plus vieil allié, au moment où elle fait face à cette attaque», a déclaré le prési-

dent américain dans un communiqué. «L'Allemagne est aux côtés de la France dans la lutte contre le terrorisme», a déclaré la chancelière allemande, Angela Merkel, depuis Oulan-Bator. «Les mots suffisent à peine pour dire ce qui nous unit à nos amis français». Dans une déclaration commune, les 15 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont «condamné avec la plus grande fermeté l'attaque terroriste barbare et lâche de Nice». Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a déploré «un jour triste pour la France, pour l'Europe, pour nous tous». «Ceux qui ont été visés par l'attaque étaient des gens qui fêtaient la liberté, l'égalité et la fraternité», a-t-il ajouté. La nouvelle Première ministre britannique, Theresa May, a été tenue informée du «terrible incident» à Nice, selon Downing Street qui s'est dit «très choqué et inquiet». Le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a présenté sur Twitter ses condoléances au peuple français, et dénoncé un «attentat exécrable». La Première ministre polonaise, Beata Szydlo, a exprimé sa «douleur» mais aussi sa

Pas de victimes algériennes pour le moment, les recherches se poursuivent

IL N'Y A PAS DE victimes algériennes signalées pour le moment, mais les recherches se poursuivent pour déterminer l'existence ou pas d'Algériens parmi les victimes de l'attentat de Nice, selon l'ambassade d'Algérie en France. «Une cellule de crise a été mise en place à l'ambassade d'Algérie en France qui travaille avec notre consulat de Nice et le Centre de veille et de gestion de crise au niveau du ministère des Affaires étrangères à Alger», a indiqué une source de l'ambassade, soulignant que «les recherches se poursuivent» pour déterminer l'existence ou pas de ressortissants algériens parmi les victimes de l'attentat.

R. N.

«grande colère». Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, qui avait assisté au défilé du 14-Juillet à Paris plus tôt dans la journée, a fustigé une «attaque affreuse (...) contre des personnes innocentes durant un jour qui célèbre la liberté, l'égalité et la fraternité». «Le terrorisme n'a pas de frontières et représente un défi commun», a déclaré le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, en marge du sommet Europe-Asie d'Oulan-Bator. «Encore plus parce que les terroristes et ceux qui les financent ne comprennent que la force, nous devons l'utiliser (contre eux)», a-t-il ajouté. Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, sur son compte Twitter : «Les Canadiens sont bouleversés». «La Turquie, toujours aux côtés des Etats du monde dans la lutte internationale contre le terrorisme, partage la douleur du peuple français», a tweeté le Premier ministre turc, Binal Yildirim. «Le terrorisme est un crime contre l'humanité, nul ne sait qui et quand il frappera prochainement».

Plusieurs pays arabes condamnent une attaque «ignoble»

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et l'Egypte ont condamné hier dans les termes les plus vifs l'attentat de Nice, en assurant la France de leur soutien dans la lutte antiterroriste. A Ryadh, un porte-parole officiel a dénoncé l'attaque «terroriste ignoble» perpétrée jeudi soir à Nice. Le royaume saoudien, frappé il y a une dizaine de jours par des attentats meurtriers, assure la France de sa «solidarité et de sa coopération pour affronter ensemble les actes terroristes sous toutes leurs formes», a ajouté le porte-parole, cité par l'agence Spa. A Abou Dhabi, le ministre des Affaires étrangères, Abdallah ben Zayed Al-Nahyane, a «dénoncé une crime ignoble» et fait part de «la totale solidarité et du soutien» de son pays à la France «dans toutes les mesures qu'elle entreprend». Après «ce crime terroriste abominable», tous les pays «doivent œuvrer fermement et sans hésitation pour lutter contre le terrorisme», a-t-il dit dans un communiqué publié par l'agence Wam. En Egypte, le président Abdel Fattah al-Sissi a réaffirmé «la pleine solidarité de l'Egypte avec la France amie» et le soutien de son pays «aux efforts internationaux en matière de lutte contre le terrorisme». Le terrorisme «ne connaît pas de frontières et détruit la vie d'innocents à travers le monde», a souligné le président égyptien dans un communiqué. «De tels actes renforcent la détermination des pays et des peuples épris de paix pour combattre et vaincre le terrorisme».

M. B./Agences

— Il fustige ceux qui «veulent nuire à la stabilité» de l'Algérie —

Sellal se veut rassurant sur la gestion de la crise financière

■ La visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal jeudi à Oum El Bouaghi, était une occasion pour le chef de l'Exécutif d'envoyer des messages politiques et surtout des assurances socio-économiques par rapport à la gestion de la crise financière et ses retombées sociales.

Par Nacera Chennafi

Pour commencer, le Premier ministre rassure sur la gestion de la crise financière après avoir tiré la sonnette d'alarme lors de la dernière tripartite en annonçant une nouvelle baisse des ressources en devises. Depuis Oum El Bouaghi, Sellal a rassuré que les réserves de change ne vont pas baisser au-dessous de 100 milliards de dollars et il ne sera pas question d'austérité dans toutes les situations. Ce n'est pas tout, puisque le Premier ministre assure que la situation se stabilisera en 2018. «Je réaffirme que dans toutes les situations, la politique de l'Etat ne sera pas orientée vers l'austérité, mais il y aura plutôt une diminution des dépenses, notamment celles qui concernent les fonctionnements et les équipements», ajoutant que «l'Etat rationalisera les dépenses». Dans ce contexte, il a fustigé, ceux qui, de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, tentent de nuire à la stabilité de l'Algérie, affirmant que l'Etat poursuivra sa politique économique et sociale sur la même dynamique. Sellal a affirmé que l'Etat ne recourra pas à une loi de finances complémentaire cette année. Une annonce qui a été faite il y a quelques jours par le nouveau ministre des Finances, Hadji Baba Ami, même si le Premier ministre était plus rassurant par rapport à la situation financière du pays. Lors de la récente tripartite, le Premier ministre avait indiqué que les réserves de change ont connu une nouvelle baisse de plus de la moitié. Celles-ci vont s'établir autour de 116 milliards de dollars en 2016 et ne baisseront pas en dessous de 100 milliards de dollars «quelles qu'en soient les circonstances», selon Sellal. Comme message politique, il défend que



l'Etat a effectué «un travail titanesque pour redonner espoir aux Algériens et consacrer la stabilité économique et sécuritaire du pays». Il s'appuie dans ce message sur des prévisions pour 2017 et 2018. Selon Sellal, les revenus des hydrocarbures se sont «améliorés», précisant que l'Etat «prévoit 35 milliards de dollars en 2017 pour atteindre 45 milliards de dollars en 2018». Il soutient aussi qu'en dépit du choc engendré par la chute des prix du pétrole, le Premier ministre a soutenu

qu'«aucune usine n'a été fermée et aucun travailleur n'a été licencié». Il a assuré, dans ce cadre, que le gouvernement poursuivait la concrétisation de la politique économique de l'Etat, affirmant que les secteurs de l'agriculture et de l'industrie ont évolué «de manière substantielle» en termes d'investissements, générant, ainsi, «un taux de croissance de 3,5% en 2017 pour atteindre 4% en 2018». Le Premier ministre a ajouté, dans le même sillage, que le taux d'inflation sera de 4,7% en 2017

pour s'établir autour de 4% en 2018.

461 milliards de dinars collectés par l'emprunt obligataire

Si le Premier argentier du pays n'a pas voulu donner de détails sur l'emprunt obligataire et laisser entendre qu'il faut attendre encore pour son aboutissement, le Premier ministre donne plus d'optimisme en annonçant que cette démarche a permis de collecter un montant de plus de 461,72 milliards de dinars. Selon Sellal, le seuil fixé par le gouvernement en lançant l'emprunt obligataire était de 400 milliards de dinars. A ce propos, il s'appuie sur l'engagement du Forum des chefs d'entreprise (FCE) à souscrire, dans les prochaines semaines, avec un montant de 150 mds DA, ce qui va permettre d'atteindre un montant global de 612 mds DA, selon le Premier ministre. Comme message politique, Sellal a assuré que «cela atteste de la confiance des citoyens algériens en leur Etat et en leur Président Abdelaziz Bouteflika».

N. C.

«L'Etat n'a pas de problèmes avec la presse»

A L'ADRESSE de la presse, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, dira depuis Oum Bouaghi que l'Etat n'a aucun problème avec la presse et aucun journaliste n'a été emprisonné pour ses opinions. «Nous n'avons aucun problème avec la presse. Les journalistes sont libres, mais ils sont tenus de respecter l'éthique et les institutions de l'Etat», a-t-il déclaré. Il a ajouté que «nous n'emprisonnons aucun journaliste en raison de ses opinions, mais la diffamation, l'injure, l'insulte et l'atteinte à la dignité des personnes et des familles ne font pas partie de nos traditions». Dans ce cadre, il a appelé l'élite algérienne à contribuer à «la promotion des valeurs de la société et à corriger la situation par le recours aux bonnes méthodes», estimant que le problème «est d'ordre moral et civilisationnel en premier lieu». Par ailleurs, il a salué la qualité des résultats obtenus à l'examen du baccalauréat cette année, notamment dans la filière des mathématiques.

R. N.

Hamid Grine :

«L'Etat n'a pas l'intention de fermer le groupe «El Khabar»

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a réaffirmé jeudi à Oran, que «l'Etat n'a pas l'intention de fermer le groupe "El Khabar"». Aux questions de journalistes sur les réactions au sujet de la décision de justice d'annulation de la transaction de cession d'actifs du groupe «El Khabar», le ministre a déclaré que «l'Etat n'a pas l'intention de fermer le groupe "El Khabar", contrairement à ce qu'a véhiculé la presse au lendemain de la prononciation de la décision de justice». M. Grine a ajouté, dans une déclaration à la presse, au terme

de sa visite de travail à Oran et d'inspection des infrastructures relevant de son secteur, que l'affaire de transaction du groupe «El Khabar» présentée devant la justice a été entourée d'un tapage médiatique et une politisation allant jusqu'à l'invective et la diffamation par certains journaux.

Le ministre a salué, au passage, la décision «souveraine» de la justice qui n'a pas été affectée par le tapage médiatique et les réactions politiques.

Par la même occasion, M. Grine a appelé à l'arbitrage en faisant prévaloir l'esprit de responsabilité et de respect des

lois, tout en insistant sur la nécessité d'éviter tout type de diffamation et valoriser les acquis de la presse.

Le ministre a mis l'accent également sur le développement des libertés en Algérie dont la liberté d'expression garantie par la Constitution algérienne, mettant en exergue la place qu'occupe l'Algérie dans ce domaine, en tant que leader en liberté de la presse devant plusieurs pays du monde. Le ministre a exprimé, en outre, son optimisme quant à l'installation de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel, surtout en ce qui

concerne son organisation et sa modernisation suivant les lois, ajoutant que l'Etat poursuit l'application des lois visant à conformer des chaînes télévisées avec les dispositions du cadre légal.

Le ministre a visité le projet de réalisation du nouveau siège de la radio régionale d'Oran avant d'inspecter le siège de la station régionale de la télévision algérienne où il a suivi un exposé sur la modernisation de cette entreprise et le développement de sa grille de programmes.

M. Grine a entamé sa visite dans la wilaya d'Oran en inaugurant le musée du quotidien

LA QUESTION DU JOUR

Le loup solitaire de Nice

suite de la page Une

Au moment où ces lignes sont écrites, l'identité du terroriste n'a pas encore été révélée, encore que l'on sache déjà qu'il est franco-tunisien, mais on peut être sûr que cela ne saurait tarder. Les enquêteurs sont bien outillés pour reconstituer le film des événements une fois qu'ils se sont produits, mais pas suffisamment pour les prévenir. Il y a des chances pour que le tueur au camion se révèle être, à l'instar de ceux qui l'ont précédé, une connaissance des services de police. Mais une information aussi importante n'aura été au bout du compte d'aucune utilité. Le dispositif sécuritaire d'exception mis en place depuis les attentats de Paris de l'année dernière a été reconduit pour trois mois, alors même qu'il devait être levé dans quelques jours. Comme il n'a pas servi à empêcher le carnage de Nice, il n'empêchera pas la prochaine attaque, qui viendra en temps et heure, c'est-à-dire à un moment où d'une certaine façon tous les regards seront portés ailleurs. Tout ce dont on peut être certain, c'est qu'il n'adoptera pas le même mode opératoire que celui de Nice. Le terrorisme n'est jamais là où on l'attend, ni sous les mêmes dehors. Il ne serait pas le terrorisme sinon. Il arrive pourtant que ses coups soient déjoués. C'est du moins ce que disent de temps à autre les gens chargés de le combattre. Mais comme un attentat qui ne s'est pas produit n'en est pas un à proprement parler, on peut toujours douter de la véracité de ces propos. Le camionneur de Nice, qui semble bien avoir agi seul, était d'autant moins repérable, d'autant moins neutralisable par conséquent, qu'il appartient à une nouvelle race de djihadistes, celle des loups solitaires. Leur particularité est qu'ils préparent et commettent sans l'aide de personne leurs attentats. Comme ils n'ont besoin d'aucune assistance, logistique ou autre, pour ce faire, ils ne communiquent avec personne, déjouant par là même tous les systèmes d'écoute mis en place pour les découvrir avant qu'ils ne passent à l'action. Autant dire que le monde n'est pas près d'en finir avec eux.

M. H.

«El Djoumhouria», gardien de la mémoire historique de ce moyen médiatique authentique.

Ce musée conserve différents moyens de travail de la presse durant une période dépassant un demi-siècle dont une première copie du quotidien en langue arabe et des photos rares abordant l'histoire de la vie culturelle, sportive et politique en Algérie.

Rania N./APS

Le chef de la police judiciaire de la wilaya l'a déclaré

«Il n'y a pas d'insécurité à Tizi-Ouzou»

■ Contrairement à ce que soutiennent certaines parties sur l'état d'insécurité qui régnerait dans la région, le chef du service de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou, le commissaire principal Belaid Yacine, a assuré avant-hier qu'«il n'y a pas d'insécurité à Tizi-Ouzou».

Par Hamid Messir

Animant conjointement avec le chef du service sécurité publique un point de presse pour présenter le bilan d'activités de leurs deux services durant le mois de ramadhan, il a soutenu que la situation sécuritaire dans la wilaya n'est pas «alarmante» et qu'«il n'y a pas de grande criminalité» à Tizi-Ouzou, comparativement à certaines régions du pays. Il est allé jusqu'à rappeler que depuis le début de l'année 2016 deux crimes ont été enregistrés à Tizi Ouzou. Pour lui, la sécurité règne, faisant référence aux flux importants d'habitants qui veillaient jusqu'à tard durant les soirées de ramadhan à différents endroits de la wilaya, notamment dans la ville du chef-lieu.

Revenant dans le détail sur l'affaire de l'assassinat d'un homme au niveau de la cité Krim-Belkacem de la nouvelle ville de Tizi Ouzou, qui a été suivi d'une vive protestation des habitants de ce même quartier pour réclamer plus de sécurité, Belaid Yacine a expliqué que la police a fait son travail, précisant que les auteurs présumés de l'assassinat, au nombre de 9, avaient été arrêtés deux heures après le meurtre à Azazga (35 km à l'est de la wilaya) alors qu'ils prenaient la fuite, en plus de la saisie des armes utilisées dans l'agression mortelle de la victime K.M (42 ans). Le chef du service de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou a fait état, par ailleurs, de nombreuses opérations coup-de-poing en dehors même du territoire relevant de sa compétence afin d'éradiquer les lieux de débauche, source de la criminalité sous toutes ses formes. Il a même annoncé que ces opérations se poursuivront dans les jours à venir jusqu'à venir à bout de ce phénomène.

L'intervention des forces de police contre les partisans du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) est inscrite

dans le cadre du respect de la loi portant organisation de manifestations publiques qui sont soumises à une autorisation préalable de l'autorité compétente, a tenu à préciser Belaid Yacine, en plus de l'atteinte à l'un des symboles de l'Etat algérien, l'emblème national, en réponse aux questions des journalistes portant sur cette affaire. S'agissant de l'intervention des forces de l'ordre pour disperser une manifestation devant le siège de la daïra d'Iferhounène (70 km au sud de Tizi Ouzou), le chef du service sécurité publique, le commissaire principal Fawzi Zitouni a soutenu qu'il n'était question que de protéger l'édifice en question et d'éviter tout acte de dégradation.

Le même responsable a annoncé l'ouverture de plusieurs routes fermées dans la ville de Tizi Ouzou pour des considérations sécuritaires et ce, dans le cadre du nouveau plan de circulation, en réponse aux problèmes des embouteillages que connaît la capitale du Djurdjura durant les heures de pointe. Enfin, des statistiques fournies à l'occasion nous apprennent que la sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou a mobilisé pas moins de



500 policiers et policières pour sécuriser les lieux publics durant le mois de ramadhan. Le service de la police judiciaire a traité, durant la période de référence, 134 affaires de crimes et délits

contre les personnes, 43 autres de crimes et délits contre les biens, 47 de crimes et délits contre la chose publique et 7 cas d'atteinte aux bonnes mœurs. Le service de la sécurité

publique, quant à lui, a enregistré 347 cas de retrait de permis de conduire, 32 accidents de la route ayant fait 41 blessés et un mort.

H. M.

Plate-forme d'Alger sur la protection des femmes africaines

«Bien vu et bien conçu», selon le président du CEUA

Le président du Conseil exécutif de l'Union africaine (CEUA), Moussa Faki Mahamat, a salué vendredi à Kigali (Rwanda) la Plate-forme d'Alger sur le rôle des organes de sécurité pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles lors de conflits en Afrique, ajoutant que ce point proposé par l'Algérie est «bien vu et bien pensé».

«L'Algérie a fait une proposition sur le sujet et cela est une question essentielle qui correspond exactement au thème retenu cette année, à savoir le respect et la promotion des droits de l'Homme avec un accent particulier pour les droits de la femme», a indiqué à la presse M. Mahamat, également ministre tchadien des Affaires étrangères, en marge des réunions préparatifs au sommet de l'UA (17 et 18 juillet).

«C'est bien vu et bien pensé», a-t-il ajouté. Il a souligné, dans ce sens, l'impératif de prendre «toutes les décisions pour assurer la défense des femmes et des filles qui sont souvent victimes de violences».

Pour rappel, le Conseil exécutif de l'UA, dont les travaux se sont achevés jeudi soir, a approuvé la Plate-forme d'Alger.

A ce titre, le Conseil s'est félicité de la tenue de la 5^e Assemblée générale sur «La Déclaration internationale de Kigali» les 7 et 8 mars 2016 à Alger et de l'adoption à cette occasion de la Plate-forme d'Alger.

Le Conseil a approuvé les recommandations issues de la Plate-forme d'Alger et invité les Etats membres à les mettre en œuvre, à travers l'adoption des cadres juridiques relatifs aux violences faites aux femmes et aux filles et les adapter aux instruments inter-

nationaux et régionaux ratifiés, de manière à y mettre fin.

Il s'agit notamment de faciliter les enquêtes, les poursuites judiciaires et la prise en charge des victimes, l'élaboration des programmes d'action visant l'élimination de toutes les formes de violences contre les femmes.

Le Conseil exécutif a réaffirmé, dans ce cadre, tel que souligné par la Plate-forme d'Alger, le rôle incontournable des services de sécurité en Afrique, appuyés en cela par le mécanisme d'Afripol, notamment en termes d'échange d'informations et de développement de bases de données, y compris celles relatives à la violence faite aux femmes et aux filles en Afrique à la faveur du plan d'action 2016-2018.

Y. Hafidi

Forum africain d'Alger sur les investissements et les affaires

Lamamra : «Une contribution dans l'Agenda 2063»



Le Forum africain sur les investissements et les affaires, prévu du 3 au 5 décembre 2016 à Alger, est une contribution algérienne qui s'inscrit dans le cadre de la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), a indiqué hier à Kigali (Rwanda) le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

«Nous avons informé les participants à la 29^e session du Conseil exécutif de l'UA (dont les travaux se sont achevés jeudi soir) des détails de cette contri-

bution qui s'inscrit en droite ligne de l'Agenda africain 2063», a déclaré à l'APS M. Lamamra qui représente l'Algérie aux réunions préparatoires de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA (17 et 18 juillet).

L'Agenda africain 2063 prévoit notamment un programme visant à multiplier par deux le commerce intra-africain d'ici à 2022.

M. Lamamra a expliqué que 2 000 personnes prendront part à cette rencontre qui verra la participation d'opérateurs publics et privés africains.

«Ce n'est pas une conférence

diplomatique, mais une conférence opérationnelle. C'est un rendez-vous "business to business" pour l'investissement et le commerce intra-africain», a-t-il fait remarquer.

Pour rappel, le chef de la diplomatie algérienne avait indiqué récemment que la tenue de ce forum s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Algérie en Afrique, guidée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et visant à renforcer sa place dans le continent et à contribuer à son intégration, notamment économique.

K. L.

Bâtiment et travaux publics

Cosider préserve ses performances financières et s'engage dans de nouveaux métiers

■ Le groupe public Cosider a maintenu en 2015 un rythme de croissance soutenu de son bilan financier et a investi de nouveaux créneaux pour préserver à long terme ses performances dans un contexte économique difficile.



Lakhdar Rekhroukh,
P-dg de Cosider

Par Amel B.

Sur le plan financier, Cosider a réalisé un chiffre d'affaires de 141 milliards de DA en 2015, en hausse de 26% par rapport à celui de l'année précédente qui s'était établi à 112 milliards de DA, selon un bilan présenté par son P-dg, Lakhdar Rekhroukh, lors d'une cérémonie organisée, jeudi soir, en hommage aux cadres du groupe. Le chiffre d'affaires (CA) a ainsi atteint les 104% des prévisions qui tablaient sur un CA de 135 milliards de DA. La progression appréciable de ce résultat a permis de réaliser un bénéfice net de l'ordre de 24 milliards de DA avec une contribution de neuf milliards de DA aux recettes fiscales nationales contre quatre mds DA en 2014. Ainsi, la valeur ajoutée, maintenue à hauteur de 52% de l'activité du conglomerat public de BTPH, a évolué de 34% en 2015 par rapport à l'année précédente, a noté le même responsable, également président en exercice de l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep). En parallèle, le plan de charge du groupe, c'est-à-dire la valeur globale des marchés qui lui sont confiés, a avoisiné 531 milliards de DA à fin 2015, ce qui correspond à trois années d'activités. Selon M. Rekhroukh, environ 90 milliards de DA de ce plan de charge représentent de nouveaux projets obtenus par le différentes filiales du groupe, et ce, en dépit de la difficile situation que traverse le pays au plan des ressources budgétaires suite à la chute des cours mondiaux de pétrole. En outre, les investissements consentis par Cosider au

cours de l'année 2015 s'élèvent à près de 12 milliards de DA avec une création d'emplois de l'ordre de 7 000 postes portant l'effectif du groupe à 38 600 travailleurs. Plus de sept milliards de DA de ces investissements ont été destinés à l'acquisition de nouveaux équipements ce qui a permis de rénover une grande partie de l'outil de travail du groupe. S'agissant de la répartition du chiffre d'affaires par filière, celle des travaux publics vient en première position avec une réalisation de l'ordre de 53,4 milliards de DA, soit une progression de 49% par rapport à 2014, suivie par les transports avec un résultat de 34,5 milliards de DA. La filiale canalisation a, quant à elle, réalisé un chiffre d'affaires de 33 milliards de dinars, suivie par la construction avec un résultat de 31,7 milliards de DA, l'énergie (25,1 mds DA), la défense nationale (11,5 mds DA), l'habitat (10,25 mds DA), l'hydraulique (9,5 mds DA). Le P-dg de Cosider a, pourtant, relevé que ces résultats «méritoires» ont été

obtenus «dans un environnement difficile et contraignant marqué par des contraintes qui ont impacté le lancement et la cadence des travaux». Il s'agit notamment de «difficultés liées aux études des projets, de situations de retards dans des expropriations d'assiettes foncières et la non disponibilité, dans certains cas, des autorisations de programmes et de crédits de paiement», a-t-il détaillé. Pour l'exercice 2016, M. Rekhroukh s'attend à une poursuite des performances réalisées durant les six dernières années «compte tenu des chiffres arrêtés au premier semestre de l'année en cours». Cependant, «les analyses et études (...) font ressortir que l'année 2017 pourrait connaître l'apparition de difficultés liées notamment au ralentissement du rythme de certains projets qui figurent dans le plan de charge actuel ou au gel et au report de certains autres projets ou carrément leur annulation», a prévenu M. Rekhroukh. Une telle perspective «aura, certes, pour

conséquence de ralentir l'activité du groupe, mais renforcera notre volonté à tout mettre en oeuvre pour consacrer la position de Cosider dans sa sphère d'activités», a souligné le patron du groupe public de BTPH.

Une stratégie de riposte pour affronter la conjoncture actuelle

Ainsi, a-t-il poursuivi, Cosider s'est engagé dans la définition d'une stratégie de riposte qui «doit lui garantir de contenir les effets négatifs de la situation et de trouver des réponses appropriées aux exigences imposées par la conjoncture». Dans cette optique, le groupe envisage d'engager «une concertation avec les pouvoirs publics sur l'outil national de réalisation pour ce qui concerne les projets stratégiques», et ce, afin d'«éviter un désengagement rapide et brutal de la réalisation des projets d'infrastructure», a fait savoir M. Rekhroukh, rappelant que le secteur du BTPH emploie actuel-

lement plus de deux millions de travailleurs. Cette nouvelle stratégie de riposte engagée par Cosider s'articule aussi autour de l'investissement dans de nouveaux créneaux et métiers comme l'industrie, l'agroalimentaire et la mise en valeur des terres agricoles, a indiqué son P-dg, ajoutant que le groupe est actuellement d'évaluation des opportunités existantes en la matière. S'agissant du secteur de l'industrie, M. Rekhroukh a notamment évoqué un projet de fabrication de charpente métallique destinée à la construction et la réalisation d'une usine d'extrusion de profilés en PVC pour la fabrication de menuiseries pour bâtiments en partenariat avec une entreprise étrangère. Il s'agit de projets qui «seront incessamment lancés», a-t-il dit. De même, il est envisagé la mise en place d'un autre partenariat pour la création d'une unité de production de tuyaux en fonte d'une capacité annuelle de 100 000 tonnes pour des diamètres de 450 à 1 200 millimètres pour les besoins du secteur de l'hydraulique. Concernant le secteur de l'agriculture, Cosider est en phase de préparation pour le lancement d'importants investissements dans diverses régions du pays et portant, entre autres, sur le développement des filières céréaliculture et oléiculture avec l'acquisition très prochaine d'une concession agricole dans la wilaya de Khenchela. Parallèlement, des investissements seront réalisés dans le domaine de la transformation des produits agricoles dans un souci de «contribuer avec efficacité au plan du gouvernement pour atteindre l'autosuffisance alimentaire», selon M. Rekhroukh. Toutes ces actions devraient permettre à Cosider d'«améliorer ses performances, d'acquies de nouvelles parts de marché et de renforcer sa contribution au développement national», a-t-il souligné.

A.B./APS

Energie

Boutarfa et l'ambassadeur d'Italie évoquent la coopération bilatérale

Le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, a reçu jeudi l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Michèle Giacomelli, a indiqué un communiqué du ministère. Les entretiens entre les deux parties «ont porté sur le développement et le renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et l'Italie dans les domaines des hydrocarbures et des énergies renouvelables», a précisé le communiqué. Les deux parties ont ainsi exprimé leur «satisfaction de l'état de ces relations et leur confiance quant aux perspectives de leur développement, au vu des opportunités et potentialités qu'offre le secteur énergétique algérien», a souligné le document. A cette

occasion, M. Boutarfa a fait part de «la dynamique que connaîtra, à court terme, l'industrie nationale des énergies renouvelables, pour leur réel déploiement afin de concrétiser le programme national dans ce domaine». De son côté, M. Giacomelli a souligné l'intérêt des entreprises italiennes pour l'industrie énergétique algérienne. Cet intérêt est illustré, selon M. Giacomelli, par la forte présence des sociétés italiennes au Forum d'affaires, Algérie-Union européenne, tenu à Alger en mai 2016. En outre, la 15^e réunion ministérielle du Forum international de l'énergie (IEF15), prévue à Alger du 26 au 28 septembre 2016, a été également abordée par les deux parties.

A cet effet, M. Boutarfa a souligné «l'importance de cet événement international, notamment dans le contexte énergétique actuel», en relevant qu'«un grand nombre de ministres aussi bien producteurs que consommateurs ont déjà confirmé leur participation à cette rencontre», souhaitant, à cet égard, une grande présence italienne à ce Forum. M. Giacomelli a, quant à lui, «relevé l'utilité d'une telle réunion dans l'intérêt de tous». Il a aussi indiqué qu'il «sensibilisera les parties italiennes concernées, au niveau du gouvernement et de l'industrie, pour y participer et contribuer au succès de cette réunion», a ajouté la même source.

Souad H.

Sida

Près de deux millions d'adultes infectés chaque année

■ La lutte pour éradiquer l'épidémie du VIH d'ici à 2030 dans le monde est mise à mal par l'augmentation des nouvelles infections d'adultes dans plusieurs régions. «L'action de prévention doit être renforcée de manière urgente auprès de cette catégorie de la population», recommande l'ONUSIDA. Dans l'est de l'Europe et en Asie centrale, la hausse annuelle des nouveaux cas d'infection entre 2010 et 2015 s'est établie à 57%.



Par Ghani Y.

Au moins 1,9 million d'adultes sont infectés par le VIH sida chaque année, révèle mardi un rapport de l'Onusida qui met en garde contre l'échec de la stratégie mondiale contre cette maladie

dévastatrice.

«Nous tirons la sonnette d'alarme», a déclaré le directeur exécutif de l'agence onusienne, Michel Sidibé, qui présentait le rapport devant la presse à Genève.

Selon le document, la lutte pour éradiquer l'épidémie du VIH

d'ici à 2030 dans le monde est mise à mal par l'augmentation des nouvelles infections d'adultes dans plusieurs régions. «L'action de prévention doit être renforcée de manière urgente auprès de cette catégorie de la population», recommande l'Onusida.

Dans l'est de l'Europe et en Asie centrale, la hausse annuelle des nouveaux cas d'infection entre 2010 et 2015 s'est établie à 57%, alors que ce même taux augmente de 9% dans les Caraïbes où une baisse régulière avait été observée pendant neuf ans. En outre, les nouvelles infections ont enregistré une hausse de 4% au Proche et Moyen-Orient et de 2% en Amérique latine. D'autres régions du monde ont pu améliorer la situation épidémiologique, mais la baisse demeure limitée notamment en Amérique du Nord, en Europe occidentale et centrale et en Afrique de l'Ouest. Elle est plus importante en Asie-Pacifique avec 3% et dans le sud et l'est de l'Afrique, d'après le rapport. L'un des points positifs dans la lutte contre le VIH ces quinze dernières années tient à la chute de 70% du nombre de nouvelles infections chez les enfants, une tendance à la baisse qui se poursuit toujours.

L'organisme de l'ONU estime que près de 16 millions de personnes ont accès à la thérapie antirétrovirale, contre 7,5 millions de personnes en 2010 et 2,2 millions de personnes en 2005.

Il met en œuvre une approche d'accélération de la lutte contre la maladie au sein des communautés, des villes et des pays les plus affectés en vue de mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030 dans le

cadre des objectifs de développement durable. **Ghani Y.**

Epidémie La Roumanie confirme son premier cas de Zika

LE MINISTÈRE roumain de la Santé a confirmé mardi le premier cas de Zika en Roumanie. Une femme de 27 ans est la première personne dans le pays à avoir été testée positive au virus Zika, après un voyage en Martinique, île française de l'est des Caraïbes, a précisé le ministère. «Son cas est isolé, lié à un voyage entrepris dans une région dans laquelle le virus est activement transmis», a déclaré le porte-parole du ministère, Laurentiu Orinteanu, soulignant que «nous ne parlons pas d'une contamination en Roumanie, mais d'un cas importé». «Le risque de transmission est minime en Roumanie», a-t-il ajouté. D'après le porte-parole, la femme de 27 ans s'est rendue en Martinique à la fin du mois de juin.

O. C.

Chine Les maladies infectieuses font plus de 1 500 morts en juin

UN TOTAL de 1 564 personnes sont mortes de maladies infectieuses en juin dans la partie continentale de la Chine, a déclaré mardi la Commission nationale de la santé et de la planification familiale.

Un total de 869 281 cas ont été signalés le mois dernier, selon la commission. Parmi eux, un cas de choléra et un cas de peste ont été enregistrés, mais aucun d'eux ne s'est avéré mortel. La peste et le choléra sont des maladies infectieuses de Classe A, la catégorie la plus grave.

Un total de 300 051 cas de maladies infectieuses de Classe B ont été rapportés, dont 1 518 mortels. L'hépatite, la tuberculose, la syphilis, la dysenterie et la blennorrhagie représentent 91% des cas de cette catégorie, selon la même source.

Les maladies infectieuses de Classe C ont fait 46 morts en juin, et les plus fréquentes de cette catégorie sont la maladie pieds-mains-bouche, la diarrhée infectieuse et les oreillons.

May H.

N.B.

Avec les critères fédéraux aux Etats-Unis

Plus d'un diabétique sur deux non dépisté

Les dernières recommandations fédérales américaines pour le dépistage du diabète ne permettent pas de détecter plus d'un cas sur deux, selon une étude publiée mardi dans une revue américaine.

Un comité indépendant d'experts consulté par le gouvernement américain (United States Preventive Service Task Force) a recommandé en 2015 que les patients fassent l'objet d'un dépistage pour cette maladie entre 40 et 70 ans et s'ils sont en surpoids ou obèses. Mais l'étude publiée mardi dans la revue médicale *PLOS Medicine* montre que plus de 50% des diabétiques de type 2 échappent à ces catégories de personnes, surtout parmi les minorités raciales et ethniques. Le fait de ne pas dépister les personnes prédiabétiques ou diabétiques dans ces groupes signifie qu'ils ne vont pas prendre les mesures préventives nécessaires, comme régime alimentaire ou de l'exercice physique, ni prendre de médica-

ments. «Prévenir et traiter le diabète tôt est très important, surtout dans ces catégories socio-économiques désavantagées où de nombreux malades ont des difficultés pour être suivis médicalement de façon régulière», explique le D^r Matthew O'Brien, professeur adjoint à la faculté de médecine de l'université Northwestern.

«Si on rate quelqu'un au début de son diabète ou peu avant que la maladie ne se déclare, des années peuvent s'écouler avant qu'il ne revienne pour un dépistage quand le diabète est avancé avec peut-être même des complications comme une attaque cardiaque ou un accident vasculaire cérébral», souligne-t-il.

Les chercheurs ont déterminé que 54% des patients blancs qui ont développé du diabète correspondaient aux critères de l'USPSTF, contre 50% de Noirs et 37% d'Hispaniques. Soit au final plus de 50% des personnes qui n'ont pas été détectées.

Le D^r O'Brien estime toutefois que le comité d'experts est sur la bonne voie avec ses critères de dépistage du diabète et du pré-diabète – une glycémie anormalement élevée – car ils se concentrent sur deux grands facteurs de risque.

«Nous avons décidé de faire cette étude car les tendances dans la population américaine montrent que les minorités raciales et ethniques développent du diabète plus jeunes et avec moins de poids que les Blancs», explique-t-il.

Le nombre d'adultes diabétiques a explosé aux Etats-Unis depuis 1995, le nombre de cas augmentant d'au moins 50% dans 42 Etats et de 100% voire plus dans huit autres, selon un rapport des Centres de contrôle et de prévention des maladies.

Pour cette étude, les dossiers médicaux électroniques de plus de 50 500 patients adultes ont été analysés entre 2008 et 2013.

L.O.

Guinée

La malnutrition touche plus de 500 000 enfants

La malnutrition touche plus de 500 000 enfants guinéens (31% du nombre total), a déclaré mardi la première dame de la Guinée, Condé Djéné Kaba, citant les données statistiques du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. A l'occasion d'un appel lancé en faveur des enfants guinéens malnutris, M^{me} Condé a rappelé que la malnutrition est un problème grave dans le pays qui empêche les enfants de grandir dans les normes, provoquant ainsi le retard dans la croissance des

enfants.

Pour lutter contre ce fléau qui menace la santé des enfants guinéens, les spécialistes de la santé préconisent notamment une bonne alimentation pour les femmes lors de leurs grossesses, la régularité des consultations prénatales, l'allaitement maternel exclusif jusqu'à 6 mois, la vaccination des enfants, l'éducation des jeunes filles.

N.B.

Participation de 47 opérateurs économiques

1^{re} «grande expo» d'Annaba

■ La 1^{re} édition de la «grande exposition» d'Annaba a ouvert ses pavillons jeudi, à l'espace du complexe sportif 19-Mai 1956, avec la participation de 47 opérateurs économiques représentant des branches productives et de service, venus de plusieurs régions du pays.

Adel K./APS

Initié par la chambre du commerce et de l'industrie (CCI-Seybouse), ce rendez-vous économique constitue une plateforme d'opportunités et d'échanges, selon les organisateurs, qui regroupe des opérateurs nationaux publics et privés, des wilayas du pays, pour faire la promotion de leurs produits à des prix compétitifs.

Ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre de la promotion de l'investissement et le renforcement du rôle de la CCI dans l'animation de l'activité économique, et la consolidation de la communication entre les différents intervenants du domaine.

Cette manifestation a été marquée par une prédominance des exposants du secteur de l'industrie alimentaire (transformation) et de l'emballage, en plus des prestataires



de services (banques, agences d'assurances), a-t-on constaté.

Les intervenants ont ainsi assuré que

cette 1^{re} édition de «grande expo» d'Annaba vise à promouvoir les produits made in Algeria, fruit du déploiement d'in-

vestissements colossaux, tout en permettant aux opérateurs économiques de lancer des start-up en matière de sous-trai-

tance, afin qu'ils puissent jouer le rôle qui leur advient dans la dynamique économique nationale.

Adel K./APS

Skikda L'entreprise portuaire achève le dragage du port

L'entreprise portuaire de Skikda a achevé, au courant de cette semaine, l'opération de dragage du port, a déclaré jeudi le président-directeur général de l'entreprise, Imadeddine Tenfour. Cette action qui a duré plusieurs mois permet désormais au port de recevoir des navires ayant un tirant d'eau de 12,5 mètres au lieu 11 mètres seulement, a précisé ce cadre qui a indiqué que le port sera ouvert aux grands navires marchands dont les céréaliers capables de transporter 7 000 tonnes et les porte-conteneurs jusqu'à 2 000 pieds. L'entreprise portuaire a traité au cours du 1^{er} semestre 13,6 millions tonnes de marchandises, soit 2% de plus qu'à la même période 2015, et réalise un chiffre d'affaires de 41 milliards DA, soit 3% de plus que l'année précédente, a relevé son P-DG. L'entreprise mène actuellement une étude en vue de l'extension du port vers l'Ilot des Chèvres sur 69 hectares qui permettra de créer un port en eau profonde et un vaste espace pour les conteneurs.

R.R.

Tamanrasset Le CRA distribue des repas aux migrants de pays subsahariens

Des bénévoles du Croissant-Rouge algérien (CRA) ont distribué des repas aux migrants des pays africains regroupés à la sortie sud de la ville de Tamanrasset dans un élan de solidarité envers ces personnes, a constaté jeudi un journaliste de l'APS. Un millier de repas complets sont ainsi distribués à ces ressortissants afin de répondre à leurs besoins en aliments et boissons, a affirmé le secrétaire général du comité de wilaya du CRA, Mokhtar Hemdaha. Initiée par le CRA avec le concours des services de la wilaya et ceux du secteur de la Solidarité nationale, de la Protection civile et de la Sécurité nationale, l'opération s'inscrit dans le cadre des engagements humanitaires dictés par la situation dans laquelle se trouvent ces migrants. Une situation rendue difficile après les heurts qui les ont opposés dernièrement à des jeunes de certains quartiers de Tamanrasset et qui les ont conduits à quitter ces quartiers pour éviter de nouveaux conflits.

Selon le responsable du CRA, ces migrants, regroupés à la sortie de la ville (au nombre variant entre 400 et 700), sont de divers âges et nationalités, dont le Cameroun, Guinée, Gambie, Mali, Niger, Sénégal, Burkina-Faso et Bénin. Mokhtar Hemdaha a affirmé, par ailleurs, à la lumière de ses discussions avec certains de ces ressortissants, que la majorité de ces derniers souhaitent retourner à leur pays d'origine, mais n'en ont pas les moyens.

R. R.

Béchar

Rénovation du réseau routier de la zone frontalière de Béni-Ounif

Le réseau routier de la zone frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Béchar) a connu une vaste opération de modernisation de ses routes nationales et de wilaya (RN et CW), dans le but d'une impulsion et intégration économiques de la région, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. Les différentes opérations réalisées par le secteur des Travaux publics à travers cette collectivité ont permis la réalisation d'une route de 46 km reliant la localité de Boussir à la RN-6, pour désenclavement de cette localité. Le projet, marqué par la concrétisation aussi d'un ouvrage sur son tracé, a nécessité une enveloppe de 850 millions de DA, dégagée au titre du programme sectoriel de développement, a-t-on précisé. Outre cette opération visant la modernisation et l'adaptation du réseau routier de la wilaya aux besoins du développement local de ses

régions et zones frontalières, il a été procédé à la réalisation d'un ouvrage d'art sur le CW-11, à proximité de la localité de Fendi, une localité relevant de la commune de Béni-Ounif, et ce, pour un coût global de 300 millions DA, a-t-on ajouté. Le dédoublement et la modernisation d'un tronçon de 50 km de la RN 6 qui traverse cette daïra, pour relier le sud-ouest du pays aux régions du nord, a été l'autre projet concrétisé au bénéfice tant de cette collectivité que des régions du sud-ouest du pays. Un montant de plus de 4 milliards DA a été consacré à cette opération qui a porté également sur la réalisation de travaux similaires sur un tronçon de même envergure localisé sur le territoire de la commune de Béchar, ont fait savoir les services de la wilaya. Des travaux portant sur la pose d'enduit superficiel sur des pistes, notamment celles reliant Béni-Ounif à la localité de

Jhifat, sur une distance de 8 km, et une partie de la route Béni-Ounif-Rosfa Taïba sur 2 km, ont été aussi concrétisés pour un coût global de 136 millions DA. Ceci, en plus d'une opération semblable sur 47,5 km reliant la localité de Bouaiche au Djebel «Ben Ariss Nessaness», avec une enveloppe de 491 millions DA, a-t-on signalé. Un financement de 80 millions de DA a été aussi consacré à la prise en charge des dégâts causés par les intempéries et crues d'oueds au réseau routier de cette daïra, et ce, dans le cadre des opérations de suivi et de maintenance du réseau routier de la wilaya, selon la même source. Le réseau routier global de la wilaya de Béchar est de 1 778,2 km, dont 1 108 km de routes nationales, 486 km de chemins de wilaya et 184,2 km de routes communales, a-t-on fait savoir.

Ali O./Agences

Khenchela

Plus de 1 000 licences d'exploitation de taxi attribuées

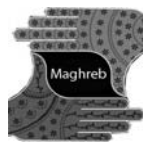
Plus de 1 000 licences d'exploitation de taxi ont été attribuées à travers la wilaya de Khenchela par la commission de wilaya ad hoc, a indiqué jeudi le directeur du transport, Nouredine Boumaïza. 500 de ces licences ont été accordées au chef-lieu de wilaya, à la demande de son président d'APC, dont 342 de

transport urbain, entrées en service, sont exploitées par des jeunes bénéficiaires des dispositifs d'emploi, a ajouté le même responsable. Le directeur du transport qui a fait état de l'ouverture de nouvelles lignes de transport urbain desservant les nouvelles cités notamment, a estimé que l'augmentation du nombre de taxis urbains favori-

sera la concurrence et le développement de service de nuit actuellement déploré par les citoyens. Plusieurs lignes d'autocars desservant les localités rurales enclavées et intercommunales ont été ouvertes notamment à Khenchela, Ain Touila, Kaïs, R'mila, Chechar, Bouhmama et Lemsara. De nouvelles lignes urbaines couvertes

par des bus ont été aussi ouvertes au chef-lieu de wilaya et sa périphérie dont la station thermale Hammam Essalihine. Des demandes pour l'ouverture de nouvelles lignes interwilayas, dont celle de Khenchela-Annaba, ont été formulées auprès du ministère de tutelle, a souligné ce responsable.

K.L.



Sahara occidental

La Minurso rétablie dans la plénitude de son mandat

■ La Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) a été rétablie dans la plénitude de son mandat après l'annonce du retour de la composante civile de cette mission expulsée par le Maroc, en mars dernier, après avoir affirmé que la décision était «irrévocable».

Ph.: DR



Faiza O./APS

Le premier groupe de 16 employés de cette mission qui se trouvent actuellement à Las Palmas (les îles Canaries) devrait retourner ce jeudi aux territoires sahraouis occupés, a indiqué

une source onusienne. Il sera suivi par le retour d'un deuxième groupe de neuf autres employés qui avaient rejoint leurs pays d'origine après leur expulsion par les autorités marocaines. La même source précise que le retour des autres employés de la Minurso se fera progressivement

jusqu'à la reconstitution des effectifs de la Minurso tels qu'ils étaient début mars, quand le Maroc a pris des mesures de rétorsion contre cette mission onusienne. Le Maroc a accepté de se soumettre à la décision du Conseil de sécurité de rétablir la mission de l'ONU dans la plénitu-

de de son mandat dans un délai de trois mois qui devrait s'achever fin juillet, alors qu'il avait affirmé par le passé que sa décision était «irrévocable». Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, devrait présenter dès l'expiration de ce délai un rapport détaillé au Conseil de sécurité pour l'informer de la mise en œuvre de ses directives par le Maroc, selon la résolution d'avril dernier prorogeant le mandat de cette mission d'une année. Dans cette résolution, l'organe onusien avait déploré que «la capacité de la Minurso de s'acquitter pleinement de son mandat ait été limitée» par ces mesures de rétorsion, en soulignant qu'il était «urgent que la Minurso puisse de nouveau exercer pleinement ses fonctions». Le 20 mars dernier, le Maroc avait expulsé 75 membres de la composante civile de la Minurso pour faire pression sur Ban Ki-moon qui avait qualifié, lors de son périple dans la région, la situation dans le Sahara occidental d'«occupat-

tion» illégale. Le Maroc avait aussi annoncé sa décision de suspendre sa contribution financière au fonctionnement de la Minurso. Au cours de cette visite, Ban Ki-moon s'est dit «attristé par une tragédie humanitaire au Sahara occidental occupé qui dure depuis quatre décennies», promettant de relancer la médiation de l'ONU en vue d'engager des négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc. Son porte-parole, Stéphane Dujarric, avait alors appuyé son constat en affirmant que le statut du Sahara occidental reste à définir. C'est un territoire non autonome, avait-il affirmé. La position du chef de l'ONU lui a valu une campagne de dénigrement d'une rare virulence de la part du gouvernement marocain qui l'avait accusé d'«impartialité et de manque de neutralité». Le Maroc s'est mis en branle en organisant une marche qui avait visé Ban Ki-moon en personne : les manifestants ramenés des quatre coins du Maroc ont proféré des insultes et de fausses accusations envers le Secrétaire général. Au lendemain de cette marche, et juste après avoir reçu Salaheddine Mezzouar, le chef de l'ONU a sévèrement recadré Rabat en dénonçant les attaques irrespectueuses envers sa personne et envers les Nations unies et en réaffirmant son attachement aux résolutions de l'ONU pour le règlement du conflit au Sahara occidental.

Faiza O./APS

Pour finaliser les préparatifs du 27^e Sommet arabe

Une délégation de la Ligue arabe à Nouakchott

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) participe à la 32^e rencontre du Comité permanent des représentants des Etats membres de l'Union africaine dont les travaux se sont ouverts à Kigali, en présence de la présidente de la Commission de l'Union africaine, M^{me} Nkosazana Dlamini Zuma. Dans son allocution à l'ouverture, M^{me} Nkosazana Dlamini Zuma a fortement recommandé la mise en application de la Vision 2063 aux pays africains. Cette Vision 2063 qui préconise l'auto-suffisance budgétaire africaine a été approuvée par le 24^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en 2015 à Addis-Abeba/Ethiopie. «Nous devons continuer à veiller aux stratégies de mise en application de la Vision 2063 dont la coopération inter-africaine pour le bonheur de l'unité des peuples africains, d'un continent sécurisé et suffisamment productif afin qu'il se positionne honorablement dans le concert des nations», a indiqué M^{me} Dlamini. La rencontre

examine des rapports présentés par certaines institutions de l'Union africaine, ses activités, telles que la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la Commission africaine des droits de l'enfant et les agences spécialisées et un rapport sur la dernière session du Parlement panafricain.

Conformément au programme établi, suivront l'ouverture de la 29^e session ordinaire du conseil exécutif du 13 au 15 juillet 2016, et la 27^e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement du 17 au 18 juillet 2016. Le 27^e Sommet est placé sous le thème de la recherche de solutions internes aux défis africains dans le cadre de l'Agenda 2063 qui prescrit la libre circulation des personnes et des biens, la promotion de la femme africaine en tant que l'un des piliers de développement durable de l'Afrique. Par ailleurs, le président de la République, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a reçu un message de félicitations de Paul Béranger, leader du Mouvement militant

mauricien (MMM) et ancien Premier ministre de Maurice à l'occasion de son élection en tant que président de la République arabe sahraouie démocratique et SG du Front Polisario. «Je tiens à vous réitérer notre soutien indéfectible dans la lutte que vous menez avec beaucoup de fermeté, de détermination et de courage depuis 1975, pour la libération de votre pays et la liberté de votre peuple. Le MMM a toujours fait sienne cette lutte. Je voudrais rappeler qu'ici à Maurice, c'est un gouvernement MMM qui a reconnu le Front Polisario et la RASD officiellement. Nous avons toujours entretenu des relations très fraternelles et cordiales avec votre illustre regretté prédécesseur. Nous exprimons le souhait de maintenir ces excellentes relations avec vous tout en les approfondissant et les consolidant. Au nom du MMM et en mon nom personnel, je vous souhaite pleins succès dans vos entreprises à la tête de votre pays», lit-on dans le communiqué.

Kamel L./Agences

Libye

Fusion en vue de deux fonds souverains rivaux

Le fonds souverain libyen à Tripoli a annoncé jeudi des concertations avec le gouvernement d'union (GNA) pour mettre fin à la division avec son rival basé dans l'est. «Je me suis réjoui de l'annonce de la réunification de la compagnie nationale de pétrole (NOC)», a indiqué Abdelmajid Breish, P-DG de la Libyan Investment Authority (LIA) basée à Tripoli,

dans un communiqué. «Nous allons (aussi) adopter des mesures pour régler nos différends avec le groupe parallèle qui se trouve à Tobrouk (est)». Le principal différend est de décider qui va être «le patron légitime de la LIA (...) Des discussions sont en cours avec des représentants du GNA», a précisé M. Breish. La NOC et sa rivale basée dans l'est libyen avaient annoncé le 3

juillet leur fusion, mettant fin à deux ans de division au sein de cette institution qui gère la principale source de revenu du pays. Avec la NOC et la Banque centrale, la LIA, créée en 2006, figure parmi les trois principales institutions économiques sous l'autorité du gouvernement d'union autoproclamé en fonctions le 12 mars. Issu d'un accord interlibyen parrainé par l'ONU et signé

en décembre 2015, le GNA s'est installé lundi dans le centre de la capitale libyenne mais peine encore à asseoir son pouvoir à l'échelle de tout le pays, notamment en raison de l'opposition d'une autorité politique rivale basée dans l'est. Cette dernière refuse de céder le pouvoir sans un vote de confiance, maintes fois reporté, du Parlement qui lui est affilié.

F. L.

Tunisie Deux militaires tunisiens tués dans l'accident de leur hélicoptère

Deux militaires tunisiens sont morts lorsque leur hélicoptère s'est écrasé durant un entraînement jeudi au sud de Tunis, a indiqué le porte-parole du ministère de la Défense. L'hélicoptère d'entraînement s'est écrasé près de l'aéroport de Sfax-Thyna, à 260 km au sud de la capitale. «Les deux militaires à bord sont décédés», a dit Belhassen Oueslati, cité par l'AFP. La cause de l'accident n'est pas encore connue. «Une commission technique a été formée pour la déterminer», a-t-il ajouté. Le 30 avril 2002, 13 officiers dont le chef d'état-major de l'armée, le général Abdelaziz Skik, avaient été tués dans le crash de leur hélicoptère, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Tunis.

R.M.



Palestine

Hamas accepte la tenue des élections municipales et locales

■ Le mouvement palestinien Hamas, au pouvoir dans la bande de Ghaza, s'est dit hier favorable à la tenue d'élections municipales et locales à travers les Territoires palestiniens.

Par Rosa D.

L'Autorité palestinienne avait annoncé la tenue de ces élections le 8 octobre.

Le Hamas affirme ainsi dans un communiqué «considérer la tenue d'élections locales en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza comme nécessaire et importante, de même que le renouvellement des institutions par la volonté du peuple exprimée librement à travers les urnes».

«Le Hamas travaillera au succès des élections et facilitera leur tenue dans l'intérêt du peuple et de la cause palestinienne», poursuit le texte.

Il insiste sur la «transparence» et le «respect des résultats» des

scrutins. La commission électorale a salué l'annonce du Hamas et annoncé que son chef, Hanna Nassar, se rendrait avec une délégation à Ghaza dimanche.

Les dernières élections locales palestiniennes remontent à 2012 et ne s'étaient tenues qu'en Cisjordanie. Le Hamas avait boycotté le scrutin.

Ces législatives ont été le dernier scrutin national organisé dans l'ensemble des Territoires palestiniens où le Parlement ne siège plus depuis 2007 et où le mandat du président Mahmoud Abbas, expiré en 2009, court toujours faute d'élections.

En 2004 et 2005 s'étaient tenues les premières élections pour les municipalités et conseils locaux.

R. D.



PH. > D. R.

Nucléaire

Téhéran appelle Washington à respecter ses engagements

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a appelé les Etats-Unis à privilégier la diplomatie aux intimidations et à respecter ses engagements, un an après la signature d'un accord historique sur le nucléaire iranien.

L'accord signé entre Téhéran et le «groupe 5+1» le 14 juillet 2015 «a constitué une victoire de la diplomatie sur la coercition», a déclaré jeudi soir sur Twitter le chef de la diplomatie iranienne.

«Un rappel : les vieilles méthodes produisent les mêmes vieux échecs», a souligné M.

Zarif. «Les progrès resteront difficiles à obtenir tant que la vantardise aveugle, la terreur mise en oeuvre des engagements et les slogans seront privilégiés», a-t-il ajouté. «Le respect mutuel et le respect des obligations du JCPOA (acronyme en anglais de l'accord, ndlr) pour assurer les dividendes promis ouvriront de nouveaux horizons», a-t-il poursuivi. L'accord, entré en vigueur en janvier, a permis la levée d'une partie des sanctions internationales contre Téhéran en échange d'une limitation de son programme nucléaire à un usage civil. Mais l'Iran déplore

que le maintien d'autres sanctions freine son retour dans le système financier international.

Le texte a été critiqué par les ultraconservateurs, à la fois en Iran et aux Etats-Unis.

Le secrétaire américain au Trésor, Jacob Lew, a nié jeudi toute mauvaise volonté américaine, assurant que les Etats-Unis «respectaient» leurs engagements. Il a toutefois rappelé que les sanctions américaines liées au programme de missiles balistiques de Téhéran et au soutien iranien à des activités «terroristes» restaient en place.

O. N.



Points chauds

Désunion

Par Fouzia Mahmoudi

Que ce soit au moment des attentats visant Charlie Hebdo et le supermarché casher à Paris en janvier 2015 ou les attentats du Bataclan et du Stade de France en novembre dernier également dans la capitale, le mot d'ordre au sein de la classe politique française avait immédiatement été celui de l'union nationale face au terrorisme et à la barbarie. Une union nationale qui avait même inclut les composantes les plus marginales de la scène politique, telles que l'extrême droite et l'extrême gauche. Mais aujourd'hui suite à l'attentat qui a frappé la Promenade des Anglais à Nice, le ton a changé. Rapidement, de nombreux responsables politiques ont fait entendre leurs désaccords et même leurs critiques concernant la politique et la stratégie antiterrorisme du gouvernement, mettant même parfois en cause celui-ci pour la «réussite» de cet énième acte de terreur qui frappe la France. Alain Juppé a ainsi été dès hier soir le premier à exprimer des critiques, assurant que l'attentat de Nice aurait pu être évité. L'ancien Premier ministre qui a d'abord exprimé son «immense douleur» a ensuite rapidement orienté son discours vers une critique en bonne et due forme du gouvernement socialiste. Après avoir demandé à ce que «toute la lumière soit faite sur ce drame» il a déclaré : «Je ne suis pas enquêteur. Si tous les moyens avaient été pris, le drame n'aurait pas eu lieu. Bien sûr qu'il faut faire plus, qu'il faut faire mieux». L'ancien ministre de Sarkozy explique qu'il faut «faire mieux» du côté des renseignements. «Il y a encore des failles et des lacunes. La dernière mission d'enquête parlementaire après les attentats de novembre l'a montré», dit-il, prônant une meilleure coopération entre les services. «Il faut vraiment mettre là-dessus le paquet», ajoute le candidat à la primaire de la droite. Pour le président des Républicains, l'état d'urgence doit «être utilisé pleinement» pour faire face à cette «guerre qui va durer». Nicolas Sarkozy a jugé hier «indispensable de prolonger l'état d'urgence», mesure annoncée par François Hollande après l'attentat commis par un homme au volant d'un camion à Nice. «Face à la barbarie terroriste et à des individus prêts à tout pour frapper la France et les Français, il est indispensable de prolonger l'état d'urgence et de l'utiliser pleinement pour assurer la sécurité et la protection des Français», écrit l'ancien président dans une déclaration. Et l'on se doute que les déclarations de ce type ne feront que grossir au cours des prochains jours alors que chacun ira de son petit commentaire, soit pour blâmer le gouvernement soit pour donner ses propres propositions pour lutter contre la menace terroriste. Mais il est peu probable qu'aucun de ses responsables ne soit à même de donner une solution que tous les pays du monde recherchent depuis des décennies. La France, quant à elle, a une grosse cible dans le dos et cet attentat risque de ne pas être le dernier quelles que soient les mesures de sécurité décidées par le gouvernement.

F. M.

Mer de Chine

L'UE appelle Pékin et Manille à «résoudre de manière pacifique» leur différend

L'Union européenne a appelé vendredi la Chine et les Philippines à «résoudre de manière pacifique» leur différend territorial en mer de Chine méridionale après le jugement rendu mardi par une Cour internationale d'arbitrage, les appelant à «respecter le droit international».

«L'UE ne prend pas position sur les aspects de souveraineté dans ce différend territorial, qui a provoqué un regain de tension entre Pékin et Manille», a toutefois précisé la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, qui s'exprime au nom des 28 Etats membres de l'UE.

L'UE prévoyait de publier cette déclaration dès que la Cour permanente d'arbitrage, basée à La Haye, publierait son jugement.

Mais plusieurs pays de l'Est, dont la Croatie et la Slovaquie, ont également porté un différend territorial sur la côte adriatique devant cette Cour, bloquant sa publication, selon des sources

diplomatiques.

Plusieurs réunions entre les ambassadeurs des 28 ont été nécessaires ces derniers jours afin de trouver un accord sur le langage utilisé. La déclaration est par conséquent le résultat d'un «exercice d'équilibre difficile», a décrit l'un de ces diplomates, cité par l'AFP.

De fait, l'UE et ses Etats membres se bornent à «reconnaître l'arbitrage rendu par le tribunal arbitral, étant déterminés à maintenir l'ordre légal des mers et océans basé sur les principes du droit international».

L'Union «exprime la nécessité pour les parties à ce différend de le résoudre de manière pacifique, de clarifier leurs revendications et de les poursuivre dans le respect et conformément au droit international».

La question de la Chine, où vient de se dérouler un sommet avec l'UE en présence du président du Conseil européen, Donald Tusk, de M^{me} Mogherini et

du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, sera d'ailleurs «l'une des patates chaudes» à l'ordre du jour de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères, lundi à Bruxelles, selon un autre diplomate.

«Nous avons une position en matière de droit, mais d'un autre côté on a besoin de la Chine pour toute une autre série de sujets», alors que l'UE est le premier destinataire mondial des investissements chinois, selon un diplomate.

Le président chinois Xi Jinping a déclaré mardi que la Chine n'accepterait aucune proposition ou action basée sur la décision du tribunal arbitral sur la question de la mer de Chine méridionale et que la souveraineté territoriale et les intérêts maritimes du pays concernant la mer de Chine méridionale ne sauraient sous aucune circonstance être affectés par cette décision.

R. I.



Nouvel album de l'artiste Meryem Benallal

Un hommage rendu à Cheikh Redouane Bensari

■ La jeune artiste Meryem Benallal vient d'offrir aux mélomanes de la musique andalouse un nouvel album qui se veut un hommage à un des piliers de cette musique ancestrale : Cheikh Redouane Bensari. C'est dans les genres hawzi, sanâa ou aroubi que des textes de l'artiste sont interprétés dans une forme moderne.

Par Abla Selles

Meryem Benallal, une des nouvelles voix du hawzi, rend hommage au cheikh Redouane Bensari, doyen de la chanson andalouse, dans un nouvel album où elle reprend une dizaine de ses interprétations dans une forme modernisée. Dans les genres hawzi, sanâa ou aroubi, le nouvel album de Benallal comprend en tout 13 pièces, édité chez «Just The New».

A l'instar des variations modales du zidène, moual et raml el maya, des mouvements bachraf, ksïd et berouali, Meriem Benallal promène sa voix limpide sur les différentes pièces de son album de 78 mn, mettant en valeur l'œuvre d'un des maîtres de l'andalou. Cheikh Redouane Bensari (1914-2002) avait rendu, à des époques différentes, les mêmes chansons, offrant agréablement à l'oreille différents thèmes existentiels, où sont exaltées la beauté de la cité des Zianides et celle de ses femmes.

Festival international de Sousse

Cheb Khaled et Gnawa Diffusion à l'affiche

LE CHANTEUR de raï Cheb Khaled et le groupe Gnawa Diffusion participeront à la 58^e édition du Festival international de Sousse (Tunisie), prévu du 15 juillet au 17 août, aux côtés de plus d'une vingtaine d'artistes tunisiens et internationaux, selon le site Web de l'événement. Cheb Khaled animera la soirée du 30 juillet alors que Gnawa Diffusion animera avec son leader, le joueur de Guembri Amazigh Kateb, le concert de clôture le 17 août. Cheb Khaled et Gnawa Diffusion participeront à cette 58^e édition du Festival international de Sousse aux côtés de vedettes de la chanson arabe et internationale à l'instar du Tunisien Lotfi Bouchnak, la Libanaise Najwa Karam et le Marocain Saad Lamjarred. La troupe syrienne «Chouyoukh Salatine Ettarab», la chanteuse américaine de jazz Melinda Doolittle et la troupe de musique symphonique sud-africaine «The New Classical Music Collective» sont également programmés. Des représentations théâtrales et des projections de films sont également au programme de cette édition du festival, créé en 1958 dans la ville tunisienne de Sousse.

R. C.



De belles poésies aux contenus riches, écrites et mises en musique entre le XVII^e et XVIII^e siècles, par les plus grands poètes et musiciens tlemcéniens du hawzi et du melhoun, Mohamed Ben Msayeb et Mohamed Bensahla, notamment sont brillamment reprises par la chanteuse. Tout en prenant en compte la «hauteur» et la «grande maîtrise vocale» de Redouane Bensari dans son interprétation – qui a insufflé une âme particulière aux pièces

choisies dans cet album – la cantatrice y ajoute de nouvelles couleurs par une interprétation subtile et l'emploi d'instruments modernes comme la guitare et le piano.

Préludant son album avec «Ya lalla Setti, ya moulet ezzine», une cantate «hawfi» (interprétation exécutée en chœur, a capella, par un groupe de femmes lors de fêtes familiales), Meryem Benallal a voulu rendre hommage à la ville de Tlemcen, à laquelle cheikh

Redouane Bensari consacra ses plus belles créations.

Parmi les chansons phares de ce nouvel opus, «Chahil el Ain», dans le genre sanaâ, où la voix ténorisante du «maître», associée au trémolo de son luth, se mêle à la douceur de Meryem Benallal dans un mixage intemporel inédit.

A travers ce duo virtuel, la jeune cantatrice a voulu mettre en valeur la «méthode de travail» du Cheikh sur des chansons du terroir encore méconnues du grand public, sa «voix veloutée» qui ressuscite les atmosphères denses de la musique andalouse et sa «virtuosité d'instrumentiste». D'autres pièces, toutes aussi belles et riches, viennent «ornier le silence» des mélomanes, à l'instar du M'khiless «Ra-aytou el hilel», «Bkit mahmoum» ou encore «Taal ed'dher âaliya» dans le genre aroubi, pour conclure avec «Ma waffachi talabi», un madih dédié à la Kaâba (La Mecque). Native de Tlemcen, Meryem Benallal commence le chant dès son jeune âge, avant de rejoindre, de 1998 à 2002, l'Association «Awatir Tilmcen» où elle apprendra les fondements de la musique andalouse. Cet hommage au cheikh Redouane Bensari est son 4^e album.

A. S.

Oum El Bouaghi

Sellal annonce la création de la fondation Aïssa-Djermouni

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé à Ain Beïda (Oum El Bouaghi) la création de la fondation Aïssa-Djermouni. Au cours de l'inauguration de la résidence universitaire 500 lits, M. Sellal a annoncé qu'une aide financière de l'ordre d'un million de dinars est octroyée par l'Onda (Office national des droits d'auteur et droits voisins) pour la création de cette fondation, appelant notables de

la ville et responsables à participer à faire émerger «un pan du patrimoine musical du défunt artiste».

Le Premier ministre, a dans ce contexte, ajouté qu'un soutien et un accompagnement seront accordés à la fondation Aïssa-Djermouni. Soulignant l'importance de «déterr» des repères identitaires du patrimoine culturel, M. Sellal a cité le poète El Hani Benguenoun de Mascara,

parolier de l'immortelle chanson du malouf «Ya Dhalma» et l'importance de valoriser un patrimoine, héritage de la nation.

Auparavant, le Premier ministre, à son passage à l'université Larbi-Ben M'hidi où il a inauguré l'institut des sports, a qualifié le défunt artiste Aïssa Djermouni de «sommité» dont le répertoire et le parcours méritent d'être valorisés.

F.H.

Spectacle chorégraphique

Le Ballet national rejoue «La Flamme du Sahara» à Alger

Présenté pour la première fois dans le cadre du programme de «Constantine capitale de la culture arabe 2015», le spectacle chorégraphique «La Flamme du Sahara» fera son retour à Alger du 16 au 18 juillet.

Ce spectacle de danse est l'adaptation de Tableau de la vie arabe (1908) de Sliman ben Ibrahim par Fatima-Zohra Namous Senouci, la directrice du Ballet national algérien, et Salim Dada, un grand nom de la musique arabo-andalouse. Y est mise en scène la liasse éphémère d'un village saharien animé, au début de l'histoire, par les noces de Ben

Merzoug, un cavalier arabe, et sa belle fiancée Ferahouda. Éphémère car très rapidement le sort s'acharne sur les amoureux qui connaissent une fin qui n'est pas sans rappeler celle de Roméo et Juliette.

Des «tableaux» chorégraphiques à découvrir le samedi 16 juillet à 15h à la salle Ibn Khaldoun (ouvert au grand public) et le dimanche et lundi – 17 et 18 juillet – à 18h à la salle Mustapha-Kateb du Théâtre national algérien (à 200 DA l'entrée). À travers ce show artistique, le Ballet national immortalise dans le patrimoine culturel algérien une

légende perpétuée aujourd'hui encore par la population d'Ouled Naïl. Issue du fruit d'une amitié contre-nature entre l'écrivain arabe Sliman ben Ibrahim et le peintre français Étienne Dinet (devenu Nasreddine suite à sa conversion), respectivement auteur et illustrateur entre autres de l'Orient vu de l'Occident (1921) et Khadra, la danseuse des Ouled Naïl (1926). L'occasion d'être initié à leurs œuvres et à celles de tous ceux qui ont peint et dépeint l'Algérie pré-révolutionnaire, ses fragiles moments d'exaltation et ses affections quotidiennes.

L.B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Nouveau théâtre de Timgad

Du 12 au 19 juillet :

38^e édition du Festival international de Timgad.

Samedi 16 juillet à 22h :

Spectacle par une troupe de la République populaire de Chine. Concert de cheba Djamilia, Djazouli, cheb Zinou et Yahia El Khenchli.

Dimanche 17 juillet à 22h :

Concerts de Julian Marley (Jamaïque), Maâlem Medjber, Hasna Becharia et Souad Asla.

Lundi 18 juillet à 22h :

Concert de Wafik Habib (Syrie), Kamel Guelmi, Salim Chaoui, Mohamed Alia et Massi.

Mardi 19 juillet à 22h :

Concerts de Kadhém Essaher (Irak) et de la Troupe Bouzaher.

Salle Ibn Zeydoun

16 juillet :

Soirée de variétés kabyles avec Fares Rami.

Maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki Mostaganem

Jusqu'à la fin du mois de juillet :

Exposition de peinture «25^e anniversaire du décès de Mohammed Khadda».

Cirque national d'Algérie Cirque Amar (Chapiteau à Place Ardis, Pins Maritimes)

Jusqu'au 30 juillet :

Spectacles du cirque Il Florelegio.

Galerie de l'Espace Sylabs (8, rue Yessad-Hassani, Alger-Centre)

Jusqu'au 23 juillet :

Exposition de photographies «Près d'ici», avec la participation de 18 photographes de dix pays arabes.

Galerie d'Art Dar El Kenz (Lot Bouchaoui 2, n°325, Chéraga, Alger)

Jusqu'au 16 juillet :

Exposition collective «L'Algérie au fil du temps : peintures, miniatures et calligraphies».

Galerie de l'Espace Sylabs (8, rue Yessad-Hassani, Alger-Centre)

Jusqu'au 23 juillet :

Exposition de photographies «Près d'ici», avec la participation de 18 photographes de dix pays arabes.

Coup-franc direct

Quelle communication à adopter ?

Par Mahfoud M.

Le nouveau sélectionneur national, Milovan Rajevac, a surpris tout le monde en s'exprimant en serbe lors de sa première conférence de presse, tenue ce jeudi au centre de presse du stade 5-Juillet. Ce qui a le plus étonné, c'est que même la traduction faite par son interprète et adjoint, Kristijan Cvijetic, était tellement approximative qu'il n'a pas pu lui aussi faire passer le message aux médias. Le coach national a beau dire qu'il tentera d'apprendre le français pour bien communiquer à l'avenir avec tout le monde en Algérie, mais on reste quand même sceptiques. Pourquoi la FAF n'a pas pris en considération ce facteur qui reste important, à savoir celui de la langue, en engageant ce coach ? Si Rajevac n'a pas pu expliciter sa stratégie aux gens de la presse, comment pourra-t-il s'entendre avec les joueurs avec lesquels il devra travailler pendant toute la période de son contrat qui court jusqu'en 2019 ? Quelle communication pourra-t-on adopter pour s'entendre avec le coach ? Ces questions devraient être posées au président de la FAF, Mohamed Raouraoua, qui sera obligé de donner des précisions sur la manière à adopter avec le sélectionneur qui ne comprend pas un mot de français, et qui devra faire face à des joueurs qui ne comprennent pas le serbe.

M. M.

Handi-basket / Championnat arabe d'Agadir L'Algérie domine le premier tour

LA SÉLECTION nationale algérienne de handi-basket, qualifiée aux Jeux paralympiques de Rio, a dominé le premier tour du championnat arabe «Open» qui se déroule à Agadir depuis lundi, avec la participation de six pays dont l'Afrique du Sud, comme invité d'honneur.

Les protégés de l'entraîneur Lahcene Tagmi ont remporté leurs cinq matches du tour, devant respectivement l'Irak (48-24), le Maroc (77-72), l'Afrique du Sud (79-53), le Koweït (87-25) et l'Arabie saoudite (63-33).

Les coéquipiers de Nabil Gueddoun terminent premiers avec 10 points devant le Maroc et l'Afrique du Sud. Ils attendront jeudi soir pour connaître leur adversaire en demi-finale, qui sera le 4^e au classement du premier tour.

La compétition regroupe l'Algérie (champion d'Afrique en titre), le Maroc, l'Afrique du Sud, le Koweït, l'Arabie saoudite et l'Irak.

La journée d'hier devait être consacrée aux demi-finales qui opposeront le 1^{er} au 4^e du 1^{er} tour, alors que le second affronte le 3^e pour une place en finale.

Le tournoi prend fin aujourd'hui samedi avec la finale et le match de classement.

Le rendez-vous d'Agadir est inscrit dans le cadre de la préparation des Verts aux Jeux paralympiques de Rio (7-18 septembre) qui avait commencé quelques mois après le sacre africain en Algérie en novembre dernier, et prendra fin après le tournoi international de Londres, prévu du 1^{er} au 5 août, et auquel l'Algérie sera présente.

La compétition du Maroc permettra au staff technique algérien, composé de Lahcene Tagmi et son adjoint Mustapha Brahimi, d'évaluer l'équipe, individuellement et collectivement, et d'en tirer les enseignements pour y apporter les correctifs nécessaires avant le tournoi olympique.

Lors du rendez-vous paralympique, l'Algérie évoluera dans le groupe B, aux côtés de l'Iran, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Brésil, alors que le groupe A est composé de l'Espagne, de l'Australie, du Canada, de la Turquie, des Pays-Bas et du Japon.

Lors du rendez-vous paralympique, l'Algérie évoluera dans le groupe B, aux côtés de l'Iran, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Brésil, alors que le groupe A est composé de l'Espagne, de l'Australie, du Canada, de la Turquie, des Pays-Bas et du Japon.

Athlétisme

La Fédération algérienne dévoile la liste des qualifiés pour Rio

LA FÉDÉRATION algérienne d'athlétisme (FAA) a levé le voile, jeudi, sur ses représentants qualifiés aux Jeux olympiques-2016 de Rio de Janeiro (5-21 août). Le bureau exécutif de l'instance fédérale s'est réuni mercredi en soirée en session ordinaire pour entériner cette liste qui compte 16 athlètes, conduits par le champion olympique-2012 du 1500m, Taoufik Makhoulfi. Ce dernier est qualifié aussi sur le 800m, mais a indiqué récemment qu'il n'avait pas encore opté pour la distance sur laquelle il allait courir, ou s'il sera aligné sur les deux. Les épreuves d'athlétisme des JO-2016 sont prévues du 12 au 21 août.

Les 16 athlètes engagés :

Taoufik Makhoulfi (800 et 1500m), Larbi Bouraâda (décathlon), Souad Aït Salem, Kenza Dahmani, El-Hadi Laâmeuche et Hakim Sadi (marathon), Amina Bettiche, Ali Messaoudi, Hichem Bouchicha et Billal Tabti (3000m steeple), Amine Belfar et Yacine Hathat (800m), Mohamed Ameur (20km marche), Abdelmalek Lahoulou et Miloud Rahmani (400m haies), Salim Keddar (1500m).

Milovan Rajevac, nouveau sélectionneur national «Je veux aller loin avec les Verts»

■ Le nouveau sélectionneur Milovan Rajevac, accompagné de son adjoint et traducteur Kristijan Cvijetic, a tenu sa première conférence de presse jeudi.

Par Mahfoud M.

La première chose que l'on aura retenue c'est qu'il s'exprime en serbe. Il a expliqué qu'il allait apprendre le français comme il a appris l'anglais lorsqu'il avait dirigé le Ghana entre 2008 et 2010. Concernant les cinq dernières années où il n'a pas exercé à la tête d'un club ou d'une sélection, il a expliqué qu'il a notamment été sollicité par la fédération serbe en tant que conseiller technique mais aussi comme formateur d'entraîneurs pour l'obtention des diplômes UEFA. Concernant sa philosophie de jeu, il n'est pas entré dans les détails, donnant juste un aperçu de sa façon de faire. «C'est toute l'équipe qui doit défendre et attaquer», a expliqué Rajevac qui ne semble pas adepte du beau jeu, puisque et apparemment seul le résultat lui importe et l'intéresse. Il avouera que pour lui le plus important c'est de ne pas prendre de buts, citant pour exemple le Portugal qui n'a pas gagné dans le réglementaire jusqu'en demi-finale. Il ajoutera que «les équipes que j'ai entraînés prennent généralement très peu de buts» avant de conclure : «Je préfère gagner 5 matches 1-0 que de gagner un match 5-0». Concernant son staff technique, il expliquera garder le même auquel s'ajoutera Kristijan Cvijetic. Pour ce qui est de sa relation avec les joueurs, il affir-



Le coach serbe reste confiant

mera qu'il s'est toujours entendu avec les éléments qu'il avait en main et souhaite que les joueurs algériens avec lesquels il aura à travailler vont percer, comme cela a été le cas avec ceux du Ghana qu'il avait dirigés.

«Je préfère gagner 5 matches 1-0 que de gagner un match 5-0»

Le nouveau patron des Verts dira être impressionné par le Centre des équipes nationales de Sidi Moussa et avouera que la sélection dispose de tous les moyens pour mener à bien sa tâche. Pour ce qui est des objectifs qui lui ont été fixés par la FAF, Rajevac affirmera que le plus important était de se qualifier au

Mondial et jouer à fond cette compétition. «La Coupe du monde reste l'objectif majeur. Je rêve de dépasser la 5^e place que j'ai obtenue avec le Ghana en 2010», a-t-il souligné, ajoutant qu'il se sent prêt à affronter un nouveau challenge. L'ancien coach des Black Stars du Ghana qui est de l'école yougoslave, tout comme l'ancien driver des Verts, Halilhodzic, soulignera qu'il n'a pas encore discuté avec l'actuel sélectionneur du Japon et que la dernière fois qu'il l'avait fait c'était lors de la Coupe d'Afrique des Nations en 2010 en Angola, mais qu'il devrait le faire dans les prochains jours, pour avoir une idée sur la sélection algérienne qu'il avait dirigée avant lui.

M. M.

Classement FIFA

L'Algérie se maintient à la 32^e place

L'Algérie a conservé sa 32^e place mondiale et première africaine, selon le dernier classement mensuel de la Fédération internationale de football (FIFA), publié jeudi sur son site. Au niveau africain, les Verts sont devant notamment la Côte d'Ivoire (35^e+1), le Ghana (36^e+1), le Sénégal (41^e0), l'Egypte (43^e+2) et la Tunisie (45^e+2). Concernant les adversaires des équi-

ranking mondial. Ces progressions se font au détriment notamment de l'Espagne et du Brésil, qui perdent chacun deux places et se retrouvent respectivement 8^e et 9^e. Les équipes qui ont brillé à l'Euro ont également enregistré des progressions importantes : l'Islande et la Croatie ont gagné 12 places et sont désormais respectivement 22^e et 15^e, tandis que le Pays de Galles de Gareth Bale, demi-finaliste au championnat d'Europe, gagne 15 places pour se retrouver au pied du Top 10 (11^e).

ranking mondial. Ces progressions se font au détriment notamment de l'Espagne et du Brésil, qui perdent chacun deux places et se retrouvent respectivement 8^e et 9^e. Les équipes qui ont brillé à l'Euro ont également enregistré des progressions importantes : l'Islande et la Croatie ont gagné 12 places et sont désormais respectivement 22^e et 15^e, tandis que le Pays de Galles de Gareth Bale, demi-finaliste au championnat d'Europe, gagne 15 places pour se retrouver au pied du Top 10 (11^e).

EN Olympique

Schürmann dévoile la liste des 18

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe olympique algérienne de football, Pierre-André Schürmann, a dévoilé jeudi la liste des 18 joueurs qui seront du voyage à Rio de Janeiro pour prendre part aux Jeux olympiques 2016. «Conformément à la réglementation de la FIFA et du CIO, le staff technique de la sélection nationale U23 a rendu publique la liste des 18 joueurs qui prendront part aux prochains Jeux olympiques de Rio (5-21 août 2016)», a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site. Le technicien suisse a pris une décision définitive sur le groupe qui défendra les couleurs de l'Algérie, au lendemain de la défaite à domicile face à l'Irak (2-3) en match amical disputé mercredi au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Cinq joueurs

de l'USM Alger figurent sur la liste : Abdellaoui, Benguit, Benkhemassa, Meziane et Darfalou ainsi que trois éléments évoluant à l'étranger : Belkebla (RC Tours, France), Aït Atmane (Sporting Gijon, Espagne) et Bounedjah (Al Sadd, Qatar). Le staff technique a établi une liste de quatre réservistes : Oussama Methazem (MC El Eulma), Redouane Cherifi (USM Bel-Abbès), Messala Merbah (JS Saoura) et Abdelhakim Amokrane (ES Sétif). «Les réservistes ne se déplaceront à Rio qu'en cas de blessure de l'un des joueurs de la liste des 18», a précisé la FAF. Lors du premier tour du tournoi de football des JO-2016, l'Algérie évoluera dans le groupe D avec le Portugal, l'Argentine et le Honduras.

Liste des 18 joueurs:

Gardiens de but : Abdelkader

Salhi (CR Belouizdad), Farid Chaâl (MC Alger)

Défense : Miloud Rebiaï (ES Sétif), Ayoub Abdellaoui (USM Alger), Ryad Kamar Eddine Keniche (ES Sétif), Houari Ferhani (JS Kabylie), Abdelraouf Benguit (USM Alger), Abdelghani Demmou (MC Alger)

Milieu de terrain : Zakaria Draoui (CR Belouizdad), Haris Belkebla (RC Tours/France), Mohamed Benkhemassa (USM Alger), Rachid Aït Atmane (Sporting Gijon/ Espagne), Sofiane Bendebka (NA Hussein Dey)

Attaque : Zakarya Haddouche (ES Sétif), Mohammed Benkabilia (JS Kabylie), Abderrahmane Meziane (USM Alger), Baghdad Bounedjah (Al Sadd/Qatar), Oussama Darfalou (USM Alger).

Tizi Ouzou

Une bombe de confection artisanale détruite

UNE BOMBE de confection artisanale a été détruite mardi à Tizi Ouzou par les forces de l'Armée nationale populaire, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a détruit, le 12 juillet 2016, une bombe de confection artisanale à Tizi Ouzou», note le MDN. Par

ailleurs, dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments des gardes-côtes «ont saisi, à Aïn Témouchent, 63 kilogrammes de kif traité, tandis qu'à Tlemcen, 2 700 litres de carburant et deux véhicules ont été saisis par des éléments des gardes-frontières».

H. Y.

Adrar

Découverte d'une cache contenant un lot d'armements

UNE CACHE contenant un lot d'armements et de munitions a été découverte mercredi par un détachement de l'Armée nationale populaire à Adrar, en coordination avec des éléments de la Sûreté nationale, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte antiterroriste, et grâce à la permanente vigilance de nos forces armées, un détachement de l'ANP a découvert en coordination avec des éléments de la Sûreté nationale, le 13 juillet 2016, à Adrar, une cache contenant un lot d'armements et de munitions», précise la même source. Cette opération a per-

mis de récupérer «trois pistolets-mitrailleurs de type kalachnikov, quatre obus pour mortier 82 mm et 1 829 balles de différents calibres».

Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, «un détachement de l'ANP a saisi à Bordj Badj Mokhtar deux véhicules tout-terrain et 2,6 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande».

A El Oued, «les éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté un contrebandier, un camion et 27 554 unités de différentes boissons», ajoute la même source.

Slim O.

Front du changement

Menasra appelle au «dialogue avec tous les partenaires»

LE PRÉSIDENT du Front du changement (FC) Abdelmadjid Menasra, a appelé vendredi à Alger, le gouvernement à «approfondir le dialogue et la concertation» avec tous les partenaires politiques, sociaux et économiques pour «traiter les différents dossiers nationaux».

M. Menasra a indiqué à l'ouverture de la session ordinaire du conseil consultatif du parti que l'Algérie «traverse une conjoncture difficile qui exige d'être examinée avec pragmatisme et discernement».

Evoquant les échéances

électorales, M. Menasra a affirmé que son parti «espère une participation massive à ces rendez-vous» car, a-t-il dit, «ces élections sont la meilleure voie pour instaurer la démocratie».

Il a appelé à «différer l'application» de la loi sur le régime électoral adoptée par les députés de l'Assemblée populaire nationale, contestant notamment l'article 73 de cette loi qui exige de tout parti désirant participer aux élections, l'obtention de 4% des voix des électeurs aux précédentes élections.

Mouad F.

Commune de Tamokra/Béjaïa

Le mouvement associatif organise un volontariat

UN GRAND volontariat a été organisé hier par des centaines de villageois en collaboration avec les services de l'APC dans la commune de Tamokra à Béjaïa. Le volontariat a été conduit par les animateurs de l'association «Ithri» (étoile). Des dizaines de jeunes du village, appuyés par les travailleurs de l'APC et du matériel mobilisé par celle-ci, ont retroussé leurs manches et nettoyé les accotements des routes et ruelles et débarrasser ces dernières des gravats laissés après la fin des travaux de raccordement de gaz naturel et d'eau potable laissés par les entreprises. Ils ont nettoyé aussi les routes des déchets et emballages abandonnés et jetés par les passants et automobilistes, histoire de redorer le blason de cette petite commune de quelques milliers d'habitants. Pour sa part, l'association «Assirem Gouraya» de Béjaïa a organisé du 16 au 27 du mois courant une rencontre sur la protection de l'environnement et la dépollution des sentiers menant à Gouraya depuis le cap Carbon avec des jeunes et animateurs associatifs venus de France. Les travaux consistent en le nettoyage des sites et aussi la sensibilisation des visiteurs et les touristes. Les participants seront aussi invités à visiter et découvrir les sites touristiques, historiques et vestiges archéologiques de Béjaïa.

H.C.

Attentat à Nice

Le bilan est très lourd au moins 84 morts



Loumis

Djalou@hotmail.com

La réussite ne progresse pas chez les étudiants

Université : 60% de taux d'échec en première année

■ La première année à l'université est celle où le risque d'échec est particulièrement important. Au final, seulement 40% des étudiants inscrits pour la première fois, réussissent à passer le premier obstacle. Le taux d'échec en Algérie est de l'ordre de 60%, selon le département de Tahar Hadjar.

Par Louiza Ait Ramdane

L'échec à l'université concerne principalement la première année après le baccalauréat dans l'enseignement supérieur. Il peut résulter d'une mauvaise orientation, mais aussi d'une difficulté à s'adapter à un nouveau contexte différent de celui du lycée. En effet, le taux de réussite en première année à l'université a toujours été le talon d'Achille des études à l'université : seulement 40% des inscrits en première année obtiennent leur licence en temps prévu. Le taux d'échec en première année est «élevé» dans certaines universités. Le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Eddine, confirme cette réalité. Selon lui, le taux d'échec en première année universitaire est «élevé» dans certaines universités et varie entre 50% et 60%, et

ce, en raison de la mauvaise orientation.

La faiblesse des taux de réussite se situe notamment pour certaines spécialités : les sciences technologiques figurent parmi les spécialités qui enregistrent le plus grand taux d'échec en première année dans nombre d'universités, a-t-il relevé.

L'analyse montre que l'examen du baccalauréat «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire», estime le responsable en marge d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, pour qui la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant par exemple les notes des matières essentielles. La même source signale que la rencontre qui regroupe des experts des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Education nationale constitue «un jalon supplémentaire» pour développer le système éducatif et améliorer sa performance et son rendement de façon à répondre aux normes scientifiques et pédagogiques. Il a précisé que cette rencontre vise à «améliorer le système d'évaluation du baccalauréat partant d'une vision globale du système des examens nationaux et officiels». Le responsable de l'enseignement supérieur, estime que «l'engagement d'une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat, la rationalisation de son organisation, le renouvellement des méthodes d'élaboration

des examens et le renforcement de la formation des formateurs spécialisés dans la préparation des examens peuvent constituer les premiers pas de la réforme globale du cycle d'enseignement secondaire». La refonte du baccalauréat doit avoir une approche globale, une démarche participative, souligne-t-il. «La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances». «Les efforts déployés à moyen terme pour la refonte et l'amélioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», indique M. Sediki. Le secrétaire général du ministère de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, affirme pour sa part que le dossier de la réforme du baccalauréat, qui est en phase d'examen, sera soumis à d'autres parties qui prendront «des décisions souveraines». La refonte de l'examen du baccalauréat est dictée par «la volonté de l'Etat, de la société et des autorités publiques de le hisser à de plus hauts niveaux», estime le même responsable.

L. A. R.